

Le fait du jour

Contre les haines, la

► La mosquée de Draguignan a été visée par un tag xénophobe ► Un plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme va être décliné dans le Var ► Dans la région, le Camp des Milles est en première ligne

Le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme continuent de prospérer malgré les garde-fous mis en place par le législateur (il s'agit de délits et non d'opinions). En témoignent les messages haineux répandus sur les réseaux sociaux. À la libération de la parole, s'ajoutent parfois les actes, comme à Draguignan dans la nuit de mardi à hier (lire ci-dessous). Décryptage.

Quel constat ?

Depuis 25 ans, la commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) publie un état des lieux annuel fondé sur une vaste enquête d'opinion. « Des points de crispation persistent voire s'aggravent vis-à-vis de certains groupes. » Et d'observer « une revitalisation des vieux clichés antisémites, une persistance des préjugés anti-roms, un rejet des pratiques liées à l'islam. »

Quelles causes ?

Le contexte économique, le climat social dégradé, les sentiments d'incertitude, voire « la perte de repères », sont unanimement désignés comme facteurs d'aggravation. Faut-il craindre un regain de tension après les événements de Paris ? Dans son rapport publié au printemps, la CNCDH a noté que « les attentats de janvier n'ont pas provoqué de crispation raciste ou antisémite ».

Les conséquences ?

Dans le Var, le record mensuel du nombre « d'atteintes à la dignité des personnes » a été pulvérisé en septembre dernier avec près de 90 faits, contre 32 en septembre 2006. Certes, ces faits ne sont pas tous à caractère antireligieux ou raciste mais il n'en reste pas moins qu'en France, le nombre de délits commis sur fond d'antisémitisme ou de racisme a pro-

gressé de 30 % en 2014 (1 662 faits).

Quelle réponse ?

En avril, le gouvernement a (encore) lancé un plan de lutte contre le racisme et les discriminations, décriée « grande cause nationale 2015 ». Dans la région, la fondation du Camp des Milles, qui gère le site mémoriel éponyme et développe des outils pédagogiques (*lire par ailleurs*), est une pièce maîtresse du dispositif.

Quelle méthode ?

La lutte contre les discriminations passe notamment par la sensibilisation des jeunes, et par ricochet celle des adultes au contact des enfants et des adolescents. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), les enseignants et les réseaux d'éducation populaire multiplient les initiatives dans ce sens.

ERIC MARMOTTANS
emarmottans@nicematin.fr



Le Camp des Milles, à Aix-en-Provence, multiplie les partenariats pour faire de ses visiteurs, notamment les jeunes adultes, des citoyens vigilants.

(Photo DR)

Le Var bientôt armé

« S'il n'y a pas de réveil, on va au-devant de choses inquiétantes », a lancé Gilles Clavreul, délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra), de passage au site mémoriel des Milles, cet ancien camp d'internement et de déportation. Et d'insister sur les « quatre piliers » d'un plan d'action présenté en avril : « Une mobilisation nationale et territoriale, la sanction de la parole et de la violence, la régulation d'internet, et l'éducation et la transmission des valeurs. » Autour de ces axes, 40 mesures sont annoncées, dont l'aggravation des sanctions, le développement des stages de citoyenneté comme alternative aux peines, la responsabilisation des opérateurs sur Internet... Et la mise en place dans chaque département d'un « comité opérationnel ». « Dans les territoires où une problématique a été identifiée, vous proposerez aux maires de conclure des plans territoriaux de lutte », a demandé le ministre de l'intérieur aux préfets. Ce comité devrait être mis en place prochainement dans le Var.

E.M.

La mosquée de Draguignan taguée

« Islam hors d'Europe » : l'inscription en lettres rouges, assortie du dessin de deux porcs se faisant face, a été « bombée » avec un pochoir grossier dans la nuit de mardi à mercredi sur la porte de la mosquée Al Imane de Draguignan.

Ce tag raciste fait-il suite à l'ouverture du procès, mardi devant le tribunal correctionnel de Draguignan, visant à déterminer si les permis de construire de la nouvelle mosquée de Fréjus ont été, ou non, obtenus frauduleusement (*lire notre édition de Draguignan*) ? S'agit-il d'une



Le tag antimusulman a été découvert hier. (E.C.)

réaction de mauvais goût aux attentats commis à Paris sur fond de radicalisme ? L'inscription a été découverte hier à 6h30, à l'heure

de la première prière par les fidèles et l'imam, accompagnée par une affiche qui a été aussitôt retirée. Elle promettait la « bienvenue aux ennemis de la France », signée du réseau d'extrême droite « France nationaliste » et accompagnée d'une croix celtique, emblème du mouvement Ordre nouveau qui avait fait parler de lui à la fin des années 60.

Une plainte a été déposée au commissariat de Draguignan par les responsables de l'association Les amis du Maghreb qui gère ce centre culturel et cultuel musul-

man. Dans la matinée, les policiers se sont rendus sur les lieux pour procéder aux constatations et relevés d'usage. L'imam de Draguignan n'a pas souhaité faire de commentaire. De son côté, le préfet du Var Pierre Soubelet a « condamné avec la plus grande fermeté cet acte » et réaffirmé son « attachement au vivre-ensemble et au principe de laïcité qui doit permettre à chacun d'exercer paisiblement sa liberté de culte dans le respect des institutions de la République. »

E.C.

« Vivre ensemble, c'est s'intéresser à la culture de l'autre »

Quand il remonte le marché du cours Louis-Blanc à La Seyne-sur-Mer, Hamaïd Ben Slama multiplie les ar-rêts pour saluer des commerçants et des passants. De toutes origines. Le jeune homme semble cultiver les amitiés sans a priori. « Le vivre ensemble, c'est l'avenir de l'homme ! » D'ailleurs, la situation ne serait pas si désespérante que cela. « Je suis musulman, pratiquant et tolérant. Quand il y a une fête musulmane, comme la fin du ramadan, ceux qui viennent me souhaiter une bonne fête, ce sont

des amis juifs, des amis chrétiens... Il n'y a pas de tensions entre communautés. C'est un cliché obsolète. »

La responsabilité des médias

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Il ne faut pas exagérer. « Il y a un climat nauséabond », reconnaît notre interlocuteur. Il peste : « Trop de médias braquent leurs caméras sur certains types de population, lors de faits-divers, mais ils ne se focalisent pas sur les associations qui aident... » En ville, « on vous fait par-

fois bien comprendre que vous n'êtes pas les bienvenus, certains bars restaurants n'hésitent pas à le faire savoir », affirme-t-il. Quand une entreprise s'installe, « il serait intéressant de voir qui elle embauche. Aujourd'hui, quand vous faites un CV, le lieu de résidence ou un nom à connotation musulmane peut l'envoyer directement à la poubelle. »

« Beaucoup de gens ont oublié que de vivre ensemble, c'est s'intéresser à la culture de l'autre. Plus d'attention entre elles, rapprocherait toutes les parties... Le pire c'est

l'indifférence. »

On ne peut pas parler de « racisme dangereux, il n'y a pas d'agressions physiques », nuance Hamaïd, évoquant un « racisme malsain » alimenté aussi par « certains de la vieille école qui ne font pas d'effort ».

Son témoignage prend un virage plus politique quand il évoque le récent incendie visant une salle de prière de la cité Berthe à La Seyne : « Les politiques n'ont pas bougé, par stratagème. C'est la peur d'être catalogué "pro" ou "anti" », estime-t-il.

E.M.



« Il faudrait que les politiques règlent les problèmes, comme l'emploi, pour arranger la situation. »

(Photo E.M.)